

**Des voix:** Bravo!

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Merci, monsieur l'Orateur. J'aborderai assez brièvement certaines questions qui me semblent en rapport avec le bill à l'étude. Je tiens à parler des principes que contient la loi, des principes d'imposition et de la façon dont les impôts sont, une fois perçus, redistribués dans notre société.

Lorsque je marche dans les rues de Hamilton, jamais personne ne vient me voir pour se plaindre de la lourdeur de l'impôt sur le revenu des particuliers et, surtout, de la façon dont le gouvernement dépense l'argent qu'il perçoit. Chacun à son propre dada, bien sûr; chacun estime que le gouvernement gère mal son argent dans tel ou tel domaine. Chaque jour, les gens se plaignent de voir le gouvernement chercher, non seulement à recueillir davantage d'argent, ce qui est nécessaire, tout le monde le comprend, je pense, mais aussi de voir la façon dont il établit ses priorités quand il s'agit de dépenser les dollars que les citoyens ont tant de mal à gagner.

J'examinais l'autre jour un tableau qui montrait à quel point la répartition de la charge fiscale entre les particuliers et les sociétés avait changé. En eux-mêmes, les chiffres ne sont peut-être pas très significatifs, mais si on les examine en détail, ils sont assez étonnants.

En 1980, le gouvernement tirera 37 p. 100 de ses recettes totales de l'impôt sur le revenu des particuliers et 10.3 p. 100 de l'impôt sur le revenu des sociétés. En 1950, par contre, 20 p. 100 des recettes de l'État fédéral provenaient de l'impôt sur les revenus des particuliers et 22.5 p. 100 de l'impôt sur les sociétés. Que s'est-il donc passé dans notre société pour la charge fiscale passe de façon si marquée des sociétés aux particuliers? Que s'est-il produit dans notre société qui nous force à imposer aux contribuables à faibles et moyens revenus une si lourde charge qui les prive d'une somme importante d'argent qui pourrait beaucoup plus utilement servir à l'achat de biens et de services. Cela assurerait une expansion économique qui permettrait justement aux sociétés d'assumer une plus grande part de la charge fiscale globale que celle qui lui incombe actuellement puisqu'elles bénéficieraient des dépenses effectuées par la population en général.

On ne peut que se poser des questions, et je m'en pose ainsi qu'un grand nombre de mes constitués, au sujet des dépenses du gouvernement. Les gens se sont habitués à contre cœur à porter le fardeau de la gestion inapte du gouvernement. Ils ont dit, avec raison, je pense, que le gouvernement s'acquitte assez mal de son travail de gestion. Je pense que cela vient surtout de ce que les gouvernements qui se sont succédé ont été très naturellement portés à refuser de devenir les gestionnaires de l'économie. Les gouvernements ne se voient pas dans ce rôle. Ils ne voient pas qu'il leur incombe de gérer l'économie, non seulement le domaine fiscal de l'économie dont je traite présentement, mais l'économie en général, et qu'il leur faut

### *Impôt sur le revenu—Loi*

participer à l'orientation de l'économie et exercer une certaine influence sur les prises de décision finales qui ont de telles répercussions sur la vie quotidienne des citoyens.

Les gens se rendent de plus en plus compte que la structure fiscale leur fait porter le fardeau de la mauvaise administration des sociétés. Nous devons examiner ce problème très sérieusement. Il est déjà assez grave que les contribuables moyens, les contribuables à revenu faible ou moyen, ceux qui travaillent dans les usines et qui arrivent difficilement à joindre les deux bouts aient à porter chaque jour le fardeau de la stupidité gouvernementale, s'il faut maintenant que dans cette nouvelle société en évolution la structure fiscale les oblige à faire les frais des mauvaises décisions que prennent les sociétés, ce serait vraiment aberrant. C'est de cela que nous sommes témoins maintenant. Chaque jour des sociétés découvrent qu'elles peuvent toujours faire appel au gouvernement chaque fois que quelque chose va de travers, et ce dernier se verra dans l'obligation de leur verser de plus en plus de dollars à même les deniers publics, ce qui est principalement dû à l'inéptie de la gestion des sociétés en cause. Les sociétés ont trouvé une nouvelle méthode de financer leurs échecs. Non seulement il est plus fréquent que les petites entreprises se plaignent avec raison, je crois qu'elles sont maltraitées et que les restrictions économiques très importantes font qu'il leur est très difficile de survivre sur le marché, mais les géants du secteur industriel font la queue les uns derrière les autres, et piochent effrontément dans les coffres de l'État pour financer leurs mauvaises décisions administratives qui se sont soldées par des échecs.

● (2150)

Il m'est difficile d'expliquer à mes électeurs qu'il leur faut accepter de faire tous les jours l'aumône aux grandes sociétés sans pouvoir participer aux décisions relatives à l'avenir de ces géants. Voilà le cœur du problème.

La loi de l'impôt sur le revenu et les propositions qu'on y trouve ne font que perpétuer le régime actuel, qui est injuste et insuffisant. Je ne puis vous dire à quel point je ressens l'injustice de cet état de choses dans notre société. Il me semble que, d'une part, l'on récompense les mauvais administrateurs et que, de l'autre, on impose un fardeau de plus en plus lourd aux contribuables ordinaires ainsi qu'aux bons administrateurs prévoyants qui pratiquent de saines politiques de réinvestissement et maintiennent de bonnes relations de travail. Les sociétés Chrysler, Massey-Ferguson et leurs semblables viennent quémander à notre porte. Elles sont tellement nombreuses à le faire que ça en devient ridicule; car, si l'on examine le dossier de chacune d'entre elles, on en trouve qui, de nombreuses années durant, ont dénoncé l'incurie du gouvernement, le priant même de ne pas se mêler de leurs affaires. Elles prétendaient que celui-ci ne connaissait rien à l'administration et qu'elles seules savaient comment se comporter sur le marché.